

GAGARINE / PETITE SERRE
PHASE DCE _ V2

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES RÉEMPLOI

—

DATE 13 mai 2025

MOA EPA ORSA
2 avenue Jean Jaurès
94600 Choisy-le-Roi

MOE MOONWALKLOCAL
3 rue Ferbos
33800 Bordeaux

BELLASTOCK
13 rue Santeuil
75005 Paris

SOMMAIRE

1_ Intégration du réemploi	3
1_1 Généralités sur le réemploi des matériaux	3
1_1_1 Lots concernés	3
1_1_2 Présentation de l'opération et spécificités liées au réemploi	3
1_1_3 Eléments de vocabulaire	3
1_1_4 Contexte et réglementation	4
2_ Missions et responsabilités des acteurs	5
2_1 Missions des entreprises concernées par le réemploi et interfaces	5
2_1_1 Principe général	5
2_1_2 Engagement des entreprises	6
2_2 Validation de la conformité des matériaux	6
2_2_1 Enjeux de la mise en conformité	6
2_2_2 Principes généraux de la mise en conformité	6
2_2_3 Rôle et obligations des Entreprises dans les procédures de validation et de traçabilité	7
2_2_4 Détail des étapes de validation et de traçabilité	8
2_3 Responsabilités et couverture assurantielle	10
2_3_1 Généralités et réserves de propriété	10
2_3_2 Respect des délais relatifs à la fourniture des matériaux	10
2_3_3 Responsabilité de l'entreprise vis-à-vis des matériaux de réemploi	11
2_3_4 Couverture assurantielle et justificatifs	11
3_ Modalités de présentation des offres	12
3_1 Quantités et formes des prix	12
3_3 Remise de l'offre : note réemploi	12
Annexes	13
ANNEXE 1 _ PROTOCOLE TECHNIQUE	13
ANNEXE 2 _ BORDEREAU DE TRANSFERT	13

1_ Intégration du réemploi

1_1 Généralités sur le réemploi des matériaux

1 1 1 Lots concernés

Les entrepreneurs responsables des lots suivants sont concernés par l'utilisation de matériaux de réemploi :

- Lot 01 FONDATION GROS OEUVRE VRD RÉSIDENTIALISATION
- Lot 02 CHARPENTE COUVERTURE MENUISERIE AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR
- Lot 03 LOTS TECHNIQUES

Le contenu de ce chapitre est complémentaire aux CCTP des lots et en aucun cas un document opposable.

1 1 2 Présentation de l'opération et spécificités liées au réemploi

La Maîtrise d'ouvrage EPA ORSA et la ville d'Ivry portent des ambitions fortes en matière d'économie circulaire et de réemploi des matériaux de construction. Ces objectifs sont traduits dans le projet architectural et d'aménagement de la petite serre à travers la réalisation d'un maximum d'ouvrages en matériaux de réemploi. Trois cas de figures sont à distinguer :

- **Cas 1** : plusieurs matériaux issus des anciens bâtiments du site démolis (portes isoplanes intérieures, radiateurs en fonte et portes de caves) ont été préalablement déposés et stockés dans le but de les intégrer au présent projet. D'autres matériaux, issus des filières de matériaux de réemploi locaux, ont été achetés par la MOA en amont du marché de travaux. Ces matériaux sont stockés par la MOA dans un entrepôt situé au 4 passage du four à Ivry sur Seine et sur le site du chantier. Ils seront mis à disposition des entreprises à titre gracieux à la signature des marchés. Ces matériaux seront **obligatoirement** intégrés dans le projet ;
- **Cas 2** : d'autres matériaux devront **obligatoirement** provenir de la filière réemploi, et ce à la charge de l'Entreprise. Il peut s'agir de matériaux issus de chantiers, de fournisseurs spécialisés en réemploi et de toutes autres sources. Le sourcing de ces matériaux sera à la charge de chaque Entreprise attributaire de chaque lot.
- **Cas 3** : tous les matériaux restants pourront provenir de la filière réemploi, sur proposition de l'Entreprise équivalente techniquement à la description du CCTP. Elle aura à sa charge les mêmes prestations que dans le cas 2.

Ces objectifs induisent un ensemble de prestations décrites de manière générique dans les chapitres suivants et de façon détaillée dans les CCTP des lots concernés.

1 1 3 Eléments de vocabulaire

Réemploi : toute action de récupération d'un matériau-produit-équipement ayant déjà eu une première vie en vue de sa ré-intégration dans un projet d'architecture ou d'aménagement - moyennant des actions de collecte et préparation - quel que soit leur nouvel usage : usage identique ou usage détourné (nouvel usage = nouveau domaine d'emploi).

Gisement : matériaux au potentiel de réemploi sur site ou sur le territoire.

Sourcing : recherche des opportunités de matériaux de réemploi sur le territoire.

Atelier : espace de préparation et stockage de matériaux (hors site du chantier) géré par le lot 1 - ter - Réemploi en vue d'entreposer et préparer les matériaux pour leur mise à disposition aux entreprises en charge de la pose.

1.1.4 Contexte et réglementation

Le volume des déchets du bâtiment en France représente environ 100 millions de tonnes par an.

Quatre-vingts pour cent finissent enfouis ou incinérés, ce qui fait sérieusement grimper la note des émissions de CO² imputée au secteur ; alors que reconditionné, le déchet peut devenir une ressource et une matière utilisable.

Le cadre réglementaire français est peu incitatif quant aux démarches visant à la réutilisation de matériaux dans la construction. Deux textes depuis 2015 introduisent néanmoins les concepts d'économie circulaire et de réemploi et prévoient des mesures structurelles et des objectifs chiffrés pour inciter à leur développement :

- La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (2015) crée une définition légale de la transition vers une économie circulaire qui appelle « à une consommation sobre et responsable des ressources naturelles et des matières premières primaires ainsi que, par ordre de priorité, à la prévention de la production de déchets, notamment par le réemploi des produits, et, suivant la hiérarchie des modes de traitement des déchets, à une réutilisation, à un recyclage ou, à défaut, à une valorisation des déchets ».
- La loi Anti-Gaspillage pour une économie circulaire (AGEC), proclamée le 20 février 2020, vient à son tour modifier les Codes de l'Environnement et de la Commande Publique en précisant le cadre réglementaire des activités de réemploi/réutilisation, en introduisant un diagnostic Produits-Equipements-Matériaux Déchets (PEMD) obligatoire pour certaines opérations, en ajoutant des obligations avec des objectifs en matière d'achat publics durables et de réemploi pour l'Etat et les collectivités territoriales ou encore en prévoyant la mise en place d'une filière à Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) pour le secteur du Bâtiment moyennant un tri à la source de 6 flux de déchets en pied de chantier en vue de leur recyclage.
- La Réglementation Environnementale 2020 vise à aller vers la baisse de l'impact environnemental des bâtiments et prévoit notamment pour cela la mesure de leur impact environnemental en phase de conception via une analyse en cycle de vie (ACV) des matériaux et produits utilisés. Dans ce cadre, les matériaux issus du réemploi sont considérés comme ayant un impact nul pour tous les indicateurs considérés dans la méthode de calcul.

2_ Missions et responsabilités des acteurs

2_1 Missions des entreprises concernées par le réemploi et interfaces

2_1_1 Principe général

Le projet prévoit :

- L'intégration **obligatoire** de matériaux et produits issus du réemploi déjà identifiés par la MOA, achetés et stockés par la MOA en prévision du présent chantier (cas 1) et de matériaux et produits en provenance d'autres sites ou fournisseurs spécialisés en complément des gisements fournis par la MOA (cas 2)
- La fourniture **optionnelle** en réemploi de tous autres matériaux non prévus aux cas 1 et 2, sous réserve de leur acceptation par la MOA, la MOE et le BC.

Les actions liées au réemploi des matériaux - des études d'EXE jusqu'à leur mise en œuvre - sont décomposées de la façon suivante :

Etudes d'EXE et préparation

- **Sourcing** des matériaux restants à fournir
- **Réception** des matériaux de réemploi fournis par la MOE
- **Diagnostics complémentaires** de tous les matériaux de réemploi
- **Rédaction de protocoles techniques pour valider la conformité des matériaux** (équivalent à un Plan Assurance Qualité) : Leur coordination est assurée par le MOE. Leur rédaction est le fruit d'une collaboration MOE-entreprises-MOA-bureau de contrôle. Ils contiennent notamment les modalités d'évaluation technique permettant de valider l'aptitude à l'emploi des matériaux en fonction d'un cahier des charges variable selon les ouvrages (diagnostic visuel, documentation, tests de dépose, prototypes...).
- **Évaluation technique** : L'objectif est de valider l'aptitude à l'emploi des matériaux en fonction d'un cahier des charges variable selon les ouvrages. Les modalités seront décrites dans les fiches « protocoles techniques » qui seront finalisées pendant les études d'EXE.
- Prise en compte des dispositifs propres au réemploi dans le Plan d'Installation de Chantier (PIC), le planning et le SOGED, en renseignant notamment les emprises de stockage provisoire et de préparation, selon les méthodologies d'atelier retenues par l'entreprise.
- Réalisation de prototypages le cas échéant.

Pendant l'exécution des travaux

- **Suivi et traçabilité** : L'Entrepreneur devra informer l'AMO réemploi, la Maître d'Œuvre, la Maîtrise d'ouvrage de l'avancement des travaux relatifs au réemploi et utilisera les outils permettant une bonne traçabilité des matériaux (tableaux de suivi, étiquetage et marquage, bordereaux de suivi etc).
- **Collecte** : Cette étape regroupe toutes les actions nécessaires à la récupération d'un matériau en vue de son réemploi au regard des exigences de son nouveau domaine d'emploi. La collecte inclut notamment, la dépose, le tri, l'acheminement des matériaux vers le site de stockage, et un premier contrôle des matériaux. Elle peut éventuellement inclure des étapes de préparation dans la mesure où il apparaît judicieux d'agir sur le matériau à cette étape.

- **Stockage / conditionnement** : Ces étapes doivent se faire dans le respect des modalités de préservation des critères permettant de garantir la conformité des matériaux (qualité, esthétique, etc).
- **Requalification et préparation** : Cette action recouvre toutes les opérations relatives à la remise en état des matériaux ou équipements, afin qu'ils répondent aux exigences techniques et architecturales, aux réglementations et normes applicables, précisées aux CCTP des lots de pose. Il peut s'agir d'un simple nettoyage, d'un traitement de surface, de la transformation y compris découpes et ré-assemblages. Ces exigences seront précisées lors de la rédaction des protocoles techniques de réemploi.
- **Pose** : il s'agit de la mise en œuvre du matériau de réemploi conformément aux exigences décrites au CCTP du lot concerné. Cela comprend toutes sujétions, fourniture annexes et préparations complémentaires associées à la pose

2.1.2 Engagement des entreprises

Pour les détails de quantité, conformité, emplacements et interventions, se référer au marché de chaque lot et au « Dossier Réemploi » .

Les entrepreneurs responsables des différents lots ont l'obligation de prendre connaissance de l'ensemble des pièces définissant les prestations de tous les autres corps d'état intervenant sur un même ouvrage pour assurer la continuité absolue des dites prestations et le raccordement de ses installations à celles des autres corps d'état. Il appartient à l'Entrepreneur, par sa spécialité et ses connaissances professionnelles de signaler avant la remise de son offre, les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever, ainsi que toutes observations ou sujétions qu'il jugera utile concernant les spécifications techniques, le descriptif ou les plans.

La fourniture en matériaux de réemploi est prévue dans chaque lot. Cette solution est prioritaire à l'utilisation de matériaux neufs. L'ensemble des entreprises attributaires de ces lots s'engagent donc dans leur offre à intégrer ces matériaux dans le projet, dès lors que ces derniers auront été validée de manière consensuelle par l'ensemble des parties prenantes du projet (MOE, MOA, BC, entreprise) conformément aux procédures de validation de la conformité des matériaux.

2.2 Validation de la conformité des matériaux

2.2.1 Enjeux de la mise en conformité

L'objectif de cette démarche est de faciliter l'assurabilité des ouvrages et ce, dans la mesure du possible sans surprime pour les acteurs du projet. Pour cela, les matériaux réemployés devront faire l'objet d'une « mise en conformité », à savoir recueillir l'avis favorable de la MOE, du bureau de contrôle et des assurances propres de chacun des intervenants, avant toute mise en œuvre.

A noter que le cas des ATEX est a priori exclu des processus de « mise en conformité », pour cause de délais, de lourdeurs de procédure et d'investissement hors d'échelle de cette opération.

2.2.2 Principes généraux de la mise en conformité

Le réemploi repose sur un principe simple : un produit déposé reste en priorité un produit de construction, ce n'est pas un déchet "à priori". Cette logique « d'un produit est un produit » est à démontrer avec soin et méthode.

C'est pour cela que des procédures de validation de la conformité des matériaux à leur domaine d'emploi sont prévues, produit par produit, ouvrage par ouvrage. Et ce d'autant plus lorsque le risque s'avère élevé et les ouvrages soumis à la garantie décennale.

De manière générale, la MOE oriente le choix initial quant aux modalités de réception des matériaux sur la base de critères de qualité, conformité, et esthétique qui sont décrits au cas par cas dans les CCTP des lots

concernés. Les protocoles techniques de réemploi (PAQ simplifiés) réalisés collectivement en phase EXE permettront de préciser des mesures compensatoires éventuelles.

Les protocoles techniques de réemploi (PAQ simplifiés) se substituent aux référentiels courants de la construction tout en s'appuyant sur les méthodes d'évaluation technique d'un produit de construction neuf. Ils sont établis sur-mesure avec l'ensemble des acteurs concernés : MOE, entreprises, bureau de contrôle, MOA, assurances des acteurs.

En voici les étapes génériques :

- Identification des performances à atteindre pour les matériaux de réemploi au regard de leur domaine d'emploi ;
- Description des modes de preuves nécessaires pour vérifier ces performances en phase étude (diagnostics visuels, essais, etc) et la définition de la personne en charge de l'évaluation technique ;
- Description des modalités d'adaptation éventuelles des matériaux en phase travaux (modes de dépose, préparation, stockage, conditionnement)
- Description des processus de traçabilité adaptés.

Selon les scénarios de réemploi, la garantie des produits pourra être portée par un seul acteur du projet ou diluée entre plusieurs d'entre eux, et dissociée des responsabilités liées à la pose.

A noter que le projet et ses ouvrages restent soumis aux normes et réglementations françaises habituelles de la construction et l'ouvrage couvert par la garantie décennale qui concerne les vices ou malfaçons compromettant la solidité de l'ouvrage.

La méthodologie de travail envisagée par le MOA et l'équipe de MOE est de mettre en place des protocoles de validation frugaux et adaptés aux moyens du projet. Aussi, seuls des modes de preuve nécessitant peu de moyens sont envisagés : diagnostics visuels, analyses documentaires,... La production des documents de validation et traçabilité ne doit pas être considérée comme une prestation complexe et chronophage, il s'agit avant tout d'encadrer le réemploi et de justifier de l'aptitude à l'emploi des matériaux. Des enveloppes spécifiques pour des tests ou analyses par un bureau d'étude spécialisé par exemple ne sont pas à prévoir. C'est sur cette base simple qu'ont été choisis les matériaux de réemploi à fournir par le lot 1, en accord avec le bureau de contrôle de l'opération.

2.2.3 Rôle et obligations des Entreprises dans les procédures de validation et de traçabilité

Pour chaque matériau de réemploi, les étapes de validation sont associées à la production de documents de traçabilité par le lot réemploi (cf. paragraphe 2.2.4. pour la description exacte des livrables associés). La traçabilité des matériaux est indispensable tout au long du processus : elle permet de border le cadre de la responsabilité juridique des acteurs et de faciliter le travail de qualification des matériaux.

Les Entreprises seront aussi parties prenantes de la rédaction des protocoles techniques en phase de validation pendant les études. Elles pourront poser des conditions de validation de ces matériaux, en dialogue avec la MOE et la MOA. Chaque Entreprise désignera pour cela un interlocuteur référent sur le sujet de l'organisation, et de la validation pour les matériaux de réemploi. Elles sont réputées tenir compte de ces temps de coordination dans leur chiffrage.

Dans le cas de la fourniture de matériaux de réemploi par la MOA (cas 1), avant réception, les Entreprises pourront refuser les matériaux de réemploi proposés par la MOA sous réserve qu'elles décèlent des défauts ou vices les rendant impropres à leur destination (critères de qualité et d'état) et/ou une incohérence entre le protocole technique de départ et les matériaux réceptionnés. Elles devront motiver ces refus par écrit à la MOE et à la MOA.

Nonobstant, elles s'engagent à être motrices dans les démarches et ouvertes à des conditions d'évaluation technique spécifiques mises en place dans le cadre du présent projet.

Dans le cas de la fourniture de matériaux de réemploi par l'entreprise (cas 2), la MOE et la MOA auront la possibilité de refuser lesdits matériaux en cas de non-respect des procédures ou en l'absence de preuves suffisantes permettant d'assurer la conformité.

2.2.4 Détail des étapes de validation et de traçabilité

Voici la liste des étapes et documents de traçabilité à produire pour chaque composant d'ouvrage en réemploi :

PHASE 1 : ETUDES D'EXE

a. Sourcing des matériaux (cas 2 - cas 1 en cas de quantités insuffisantes)

L'Entreprise devra se charger de la recherche de matériaux de réemploi disponibles à proximité (synergies inter-chantier, revendeurs de matériaux, etc.) en priorisant les sources proposées par la MOE. Elle devra soumettre ses propositions à la MOE et la MOA dans les délais impartis fixés à la signature des marchés.

L'Entreprise devra être en mesure de présenter un échantillon des matériaux sur demande de la MOE ou du MOA.

Livrable associé : « Fiche matériaux »

- Rédaction : Entreprise
- Coordination et validation : MOE

b. Réception des matériaux

- Pour les matériaux fournis par la MOA (cas 1), une réception unique sera organisée par la MOE à la signature des marchés de travaux. L'entreprise devient responsable des matériaux de réemploi fournis par la MOA à la signature des bordereaux de transfert.
- Pour les matériaux fournis par l'entreprise (cas 2 et 3), l'entreprise est responsable de la réception de ses matériaux et de son organisation.

Livrable associé : « Bordereau de transfert »

- Rédaction : MOE + Entreprise
- Coordination et validation : MOE

c. Diagnostic complémentaire

L'Entreprise devra compléter, préciser ou vérifier, les informations déjà collectées sur les matériaux.

Il pourra s'agir de précisions sur les quantités, d'auto-contrôles unitaires... L'objectif est d'aboutir à une description précise des matériaux de réemploi (quantitative et qualitative).

Livrable associé : mise à jour de la « Fiche matériaux »

- Rédaction : Entreprise (sur la base de la fiche transmise par la MOE dans le cas 1)
- Coordination et validation : MOE

d. Rédaction des protocoles techniques (PAQ simplifiés)

L'ensemble des Entreprises responsables d'un ouvrage seront mobilisées pour prendre part à la rédaction des Protocoles Techniques. C'est-à-dire qu'elles seront mises à contribution pour la définition des modes de preuves prévus en phase étude, et pour la description des méthodologies envisagées en phase travaux pour répondre aux critères minimaux attendus et décrits pour l'ouvrage dans les CCTP.

- Pour les matériaux fournis par la MOA (cas 1), ces opérations sont pré-listées dans les Protocoles Techniques des matériaux concernés transmis avec le présent CCTP. Elles sont à compléter et coordonner par l'entreprise dès la réception des matériaux.

- Pour les matériaux fournis par l'entreprise (cas 2), ces Protocoles Techniques sont à créer et coordonner par l'entreprise.

La rédaction du protocole sera obligatoirement précédée d'une réunion de travail pour collecter les informations auprès desdits acteurs (réunion commune pour traiter l'ensemble des matériaux).

Le protocole technique devra préciser les modes de preuves prévus en phase études d'EXE (modalités de caractérisation des matériaux, exemple : contrôle visuel, fiche produit...) et les méthodologies envisagées en phase travaux pour préserver les caractéristiques des matériaux, équipements ou produits, au regard de leur domaine d'emploi.

Livrable associé : « Protocole technique »

- Rédaction : + Entreprises
- Coordination et Validation : MOE
- Avis : bureau de contrôle

e. Vérification des matériaux selon protocole technique = évaluation technique

L'Entreprise en charge du lot devra mener les vérifications prévues (diagnostic visuel, recherche documentaire, etc) et trier les matériaux en fonction.

Livrable associé : tenue du « Tableau de Suivi »

- Rédaction : Entreprise
- Coordination : MOE

f. Avis du bureau de contrôle et des assurances

Le bureau de contrôle devra donner un avis favorable sur les protocoles techniques proposés. Son avis sur l'incorporation du matériau dans l'ouvrage précisera les éventuelles mesures compensatoires. Une fois l'accord du bureau de contrôle obtenu, les entreprises devront recevoir un avis favorable de la part de leur propre assurance quant à la transformation et à la mise en œuvre des matériaux proposés.

Sans cette validation, tout gisement étudié ne saurait être retenu.

PHASE 2 : TRAVAUX

g. Collecte, préparation, conditionnement des matériaux

L'Entreprise procède à la collecte, préparation, conditionnement et stockage des matériaux conformément aux modalités décrites dans le Protocole Technique. Elle met à jour le « Tableau de suivi » avec un état des lieux de l'état des éléments à chaque étape. Elle documente ces étapes avec des photographies pour attester du bon déroulement des actions.

Livrable associé : tenue du « Tableau de Suivi »

- Rédaction : Entreprise
- Coordination : MOE

h. Requalification

L'Entreprise est chargée de toutes les opérations de requalification des matériaux de réemploi. La requalification comprend toutes les opérations de contrôle et de remise en état des matériaux avant leur mise en œuvre conformément aux modalités décrites dans le Protocole Technique et les CCTP concernés. L'Entreprise met à jour le « Tableau de suivi » avec un état des lieux de l'état des éléments à chaque étape. Elle documente ces étapes avec des photographies pour attester du bon déroulement des actions.

Livrable associé : tenue du « Tableau de Suivi »

- Rédaction : Entreprise
- Coordination : MOE

i. Réception des matériaux avant mise en oeuvre

L'Entreprise présentera ces derniers à la MOE ainsi que le Tableau de Suivi associé dûment complété détaillant l'ensemble des processus de transformation appliqués, ainsi que tous les modes de preuves nécessaires à la vérification de la bonne réalisation du protocole technique : photos, rapports de diagnostic technique, description des méthodes appliquées...

Livrable associé : « Dossier Technique Réemploi - partiel »

- Rédaction : Entreprise

- Coordination : MOE

j. Réception des ouvrages

Au moment de la réception des ouvrages, l'Entreprise complète le « Dossier Technique Réemploi » avec les éléments manquants.

Livrable associé : « Dossier Technique Réemploi - complété »

- Rédaction : Entreprise
- Coordination : MOE

Les modèles de documents de traçabilité à produire sont disponibles en annexes du document.

2_3 Responsabilités et couverture assurantielle

2.3.1 Généralités et réserves de propriété

- **Cas 1 : fourniture de matériaux de réemploi par la MOA**

Le maître de l'ouvrage est et reste propriétaire des matériaux de réemploi qu'il fournit à l'entreprise.

Dès lors que les entreprises en charge des ouvrages réalisés en matériaux de réemploi engagent les travaux de préparation, conditionnement et stockage en vue de leur réemploi, elles deviennent garantes des matériaux et de la préservation de leurs qualités, état, et aspect, conformément à l'état d'admissibilité décrits dans les protocoles techniques.

Elles en sont responsables pendant toute la durée du chantier, jusqu'à la réception. La bonne réalisation des procédures de validation de la conformité permettra de jalonner le transfert de responsabilités entre les différents lots si les processus impliquent plusieurs acteurs.

- **Cas 2 et 3 : fourniture de matériaux de réemploi par l'entreprise**

Dans ce cas, cette dernière devient garante des matériaux qu'elle fournit et est couverte pour leur fourniture soit par une garantie commerciale qu'elle s'engage à porter, soit par son assurance classique au titre d'un contrat dédié à la fourniture de matériaux de réemploi.

Les matériaux réemployés devront faire l'objet d'une « mise en conformité », à savoir recueillir l'avis favorable de la MOE, du bureau de contrôle et des assurances propres de chacun des intervenants, avant toute mise en œuvre. L'entreprise doit mesurer l'effort à fournir au regard des matériaux à réemployer et des enjeux techniques, normatifs et réglementaires qui l'entourent.

Les documents pour permettre la traçabilité (livrables) sont précisément décrits au chapitre 2.2.4.

En l'absence de précision, celle-ci est réputée avoir une durée de 2 ans et se traduire par un remplacement à partir d'un matériau similaire (en fourniture seule, livraison comprise sur le chantier, hors pose et dans la limite d'un remplacement sur la période de deux ans).

2.3.2 Respect des délais relatifs à la fourniture des matériaux

Les délais pour la mise à disposition des matériaux de réemploi, seront fixés en accord avec les entreprises au lancement des travaux et seront définis de manière consensuelle avec les lots concernés.

En cas de dépassement de délai, l'entreprise s'engage à fournir le matériau en neuf pour le même prix et dans les délais imposés par le planning. Le marché reste inchangé.

2.3.3 Responsabilité de l'entreprise vis-à-vis des matériaux de réemploi

La MOE se réserve le droit d'appliquer des pénalités dans les cas suivants : perte, casse, vol, disparition, dégradations des matériaux de réemploi. Dans ces cas de figure, la marche à suivre est la suivante :

- L'entreprise doit le remplacement par un matériau de réemploi équivalent dans un délai fixé d'un commun accord avec la MOE
- En cas de dépassement de délai, l'entreprise s'engage à fournir le matériau en neuf pour le même prix et dans les délais imposés par le planning. Le marché reste inchangé.

Les pénalités peuvent s'appliquer à partir du moment où l'Entreprise aura réceptionné les matériaux (cas 1) ou acheté et stocké les matériaux (cas 2 et 3). L'Entreprise est dans l'obligation de fournir ses bordereaux de transfert à réception des gisements.

2.3.4 Couverture assurantielle et justificatifs

Dès la constitution de l'offre, les soumissionnaires devront se renseigner auprès de leur assureur des conditions de couverture pour le façonnage, la fourniture et la pose de matériaux de réemploi. Ils devront l'interroger sur la définition et le périmètre des techniques non courantes dans leur contrat de base, et lui communiquer toutes les informations et documents mis à disposition dans le présent DCE pour connaître les modalités de surprime éventuelles associées.

Les entreprises devront remettre obligatoirement avec leur offre un courrier de leur assureur confirmant la couverture des missions de l'entreprise dans ces conditions et/ou informant des motifs de réserves et de l'application d'une éventuelle surprime et précisant les conditions de négociation associées à l'application de la surprime.

Pendant les travaux, des échanges seront organisés dans le cadre de la rédaction des protocoles techniques de validation de conformité des matériaux notamment. Selon l'état des échanges, les assurances des entreprises pourront également être mobilisées pendant les travaux au fur et à mesure de l'avancement des études complémentaires

3_ Modalités de présentation des offres

3_1 Quantités et formes des prix

Les offres de prix, complétées sur la base des DPGF transmises, devront inclure :

- un forfait pour la **réception** et l'**approvisionnement** des matériaux fournis par la MOA (cas 1) pour :
 - la réception des matériaux sur leur site de stockage ;
 - leur collecte depuis leur lieu de stockage jusqu'au site, y compris conditionnement, stockage et transport intermédiaire si nécessaire.

La prestation comprend également la rédaction et la transmission de tous les documents de suivi et de traçabilité (Fiche matériaux, Protocole technique, Bordereau de transfert, Tableau de suivi, Dossier Technique réemploi...).

Nota : Concernant l'évaluation technique des matériaux, l'entreprise devra soumettre les justifications techniques pour les diagnostics et tests complémentaires qu'elle préconise au BC pour avis, ainsi que les devis correspondant à la MOE et MOA pour validation. Aucun diagnostic ou test complémentaire ne saurait être engagé sans validation préalable de la MOE et MOA.

et pour chaque matériau concerné :

- (cas 2) un prix unitaire pour la **fourniture** des matériaux de réemploi obligatoires comprenant:
 - le sourcing des matériaux par tous les moyens ;
 - leur achat ;
 - leur évaluation technique, y compris les diagnostics et tests complémentaires si nécessaires ;
 - leur collecte et leur approvisionnement sur site ;
 - la rédaction et la transmission de tous les documents de suivi et de traçabilité (Fiche matériaux, Protocole technique, Bordereau de transfert, Tableau de suivi, Dossier Technique réemploi...)
- (cas 1 & 2) un prix unitaire pour la **mise en oeuvre** des matériaux comprenant :
 - les opérations de requalification et préparation au réemploi des matériaux ;
 - leur conditionnement une fois préparés, leur stockage et gardiennage ;
 - le transport des matériaux sur le site du projet si la préparation et/ou le conditionnement ont lieu hors site ;
 - toutes les fournitures complémentaires neuves nécessaires à la mise en oeuvre, y compris les fournitures annexes (accessoires de fixation, raccord...). En cas de quantité insuffisante et/ou de perte, casse, vol, dégradations etc.. après réception des matériaux par l'Entreprise, celle-ci devra assurer la fourniture de matériaux de remplacement neufs identiques. Ces compléments sont réputés compris dans son offre.
 - la pose selon les conditions indiquées aux CCTP concernés et la réglementation en vigueur
- (cas 3) une proposition financière pour la **fourniture et mise en oeuvre** de matériaux de réemploi non obligatoire au marché sous forme de variante lors de la remise de l'offre

Les prestations sont à détailler dans le mémoire technique lors de la remise de l'offre

3_3 Remise de l'offre : note réemploi

L'entreprise doit remettre une note méthodologique sur le réemploi, de 10 pages maximum en complément de son offre financière. Cette note doit faire état de :

- la connaissance des filières de réemploi, et de la capacité de l'entreprise à aller chercher des partenaires, à l'échelle du territoire (approvisionnement extérieur de matériaux de réemploi)
- sa capacité à organiser le réemploi dans les phases opérationnelles : méthodologie d'approvisionnement, méthodologie de chantier, organisation logistique interfaces entre acteurs,

délimitation des rôles de chacun, procédures de contrôle et de validation, organisation des réunions de chantier, etc

- ses capacités de stockage (sites, espaces disponibles...)
- les véhicules et moyens de transport de matériaux en sa possession ou à sa disposition
- les gisements auxquels elle a accès et dans quelles conditions
- ses références de chantier avec du réemploi
- ses moyens techniques et humains, identification du référent réemploi au sein de l'entreprise (nom, fonction et CV)
- sa méthode pour suivre les objectifs de réemploi au fur et à mesure du projet, ainsi que les risques identifiés dans l'atteinte des objectifs et les mesures à mettre en place pour pallier aux risques.

Annexes

ANNEXE 1 _ PROTOCOLES TECHNIQUES

- GAG_DCE_V2_PROTOCOLE-TECH_template
- GAG_DCE_PROTOCOLE-TECH_R1.1-A_Granit_Sol Pavé
- GAG_DCE_V2_PROTOCOLE-TECH_R1.2-A_Granit_Soubassement
- GAG_DCE_V2_PROTOCOLE-TECH_R1.3-A_Granit_Pas Japonais
- GAG_DCE_V2_PROTOCOLE-TECH_R1.4-A_Granit_Caniveaux
- GAG_DCE_V2_PROTOCOLE-TECH_R2.4-A_Bardage
- GAG_DCE_V2_PROTOCOLE-TECH_R2.6-A_Finition intérieure
- GAG_DCE_V2_PROTOCOLE-TECH_R2.6-B_Finition intérieure (joints)
- GAG_DCE_V2_PROTOCOLE-TECH_R2.8.1-A_Menuiseries bois double vitrage mur rideau Ouest
- GAG_DCE_V2_PROTOCOLE-TECH_R2.8.2-A_Panneaux vitrés feuilletés
- GAG_DCE_V2_PROTOCOLE-TECH_R3.4-A_Radiateurs

ANNEXE 2 _ BORDEREAU DE TRANSFERT

- GAG_DCE_V2_BORDEREAU DE TRANSFERT REEMPLOI_template